

Interview de Leo Tindemans: la démocratie chrétienne et l'Europe (Bruxelles, 24 février 2006)

Source: Interview de Leo Tindemans / LEO TINDEMANS, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 24.02.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:09:05, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_leo_tindemans_la_democratie_chretienne_et_l_europe_bruelles_24_fevrier_2006-fr-2a2a51bo-e83b-4fcf-97f4-b5417c482613.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Interview de Leo Tindemans: la démocratie chrétienne et l'Europe (Bruxelles, 24 février 2006)

[Étienne Deschamps] En 1976, vous avez participé, à Luxembourg, à la création du PPE, dont vous êtes d'ailleurs devenu le premier président. Quels étaient à ce moment-là les objectifs des dirigeants démocrates-chrétiens qui participent à la création du PPE? Quels étaient les objectifs et les enjeux à la création, précisément, d'une fédération de partis démocrates-chrétiens?

[Leo Tindemans] C'est une question que j'aime beaucoup, je dirais. Les autres aussi, mais ici le terrain est peu connu, disons-le comme cela. Il y a des facteurs extrêmement positifs qui ont conduit à la création d'un tel parti. Il y a des éléments qui sont moins beaux, je ne dis pas laids ou mauvais, mais moins beaux que ce qu'on en raconte parfois. Il y avait en Europe, déjà avant la guerre, les partis d'inspiration chrétienne se voyaient de temps en temps, mais ça n'avait pas de structure. Mais donc, depuis la fin de la guerre, on sentait la nécessité de se voir, de se consulter, d'adopter éventuellement les mêmes positions, etc. L'Allemagne était là, d'abord on ne savait pas quel serait le sort réservé à l'Allemagne, mais l'Allemagne donc, quand on voit la carte, quand on voyait la carte, je n'aime pas m'étendre beaucoup là-dessus, mais l'Europe centrale était vide. C'était le désert, il n'y avait rien. Alors, géopolitiquement parlant, c'était une situation dangereuse. Donc, il y avait l'Union soviétique qui avait les démocraties populaires avec des troupes russes, etc., la moitié de l'Europe était sous un autre régime, tandis que du côté occidental on avait démobilisé le plus vite possible. Enfin, les soldats désiraient tous, ceux qui étaient militaires ou prisonniers de guerre, aller le plus vite possible dans leur pays et rentrer dans leur famille. Donc, vous voyez... Et l'illusion, donc, «nous sommes tous des frères d'armes et tous démocrates», que sais-je, enfin, cette euphorie vers la fin de la guerre, «nous avons gagné, nous sommes les bons» était vite dissipée, avait vite disparu. Et une tension grandissante se manifestait.

La guerre froide, ça n'a pas duré longtemps. En 1948, on avait déjà le coup de Prague, donc, la révolution à Prague, le régime communiste prend le pouvoir, on a eu le blocage de Berlin et dans plusieurs de ces pays, en Pologne et ailleurs, on changeait de gouvernement et c'était un régime communiste qui s'installait. Et on se disait: «Que se passe-t-il ici en Europe?» et il fallait donc penser de nouveau, hélas, à sa sécurité. Et donc, on avait des réunions. Donc, il y avait des partis d'inspiration sociale-chrétienne dans plusieurs pays, mais les engagements n'étaient pas les mêmes. Ils n'étaient pas tous parti gouvernemental, donc il fallait se demander: «Comment peut-on coopérer? Pour faire quoi?» Et donc, on cherchait toutes sortes de coopérations. Et on a commencé avec les nouvelles équipes internationales. Donc, on demande à tous ceux qui peuvent se déplacer, qui peuvent voyager, de se voir, de se réunir, etc. C'étaient sans aucun doute les partis chrétiens-démocrates, disons-le comme cela. Mais la France, les intellectuels français n'aimaient pas cette appellation, parce qu'eux n'aimaient pas une éventuelle confusion entre la religion, le christianisme et la politique. Et donc, dire «démocrate-chrétien» en France n'enchantait pas les intellectuels, disons-le comme cela, comme c'était le cas en Allemagne. En Allemagne, les églises avaient joué un rôle. Des philosophes disaient que dans la formation de la conscience, après le nazisme, les églises jouaient un très grand rôle, etc. Et donc, l'État et le citoyen et la responsabilité du citoyen étaient examinés d'une autre façon que chez nous, je dirais, qu'en France, etc. Et donc, on trouve le nom «nouvelles équipes internationales».

Il ne faut pas oublier non plus, permettez-moi de vous dire ça, qu'une grande partie de la population d'inspiration chrétienne en France ne participe plus à la politique depuis 1870, depuis la fin de la monarchie, détestait la république, etc. Et donc, pour la première fois, de nouveau les chrétiens allaient jouer un rôle dans la vie politique, entre autres, avec le mouvement républicain populaire, le MRP donc dans son nom parle de la République et qui reconnaissait la République, qui voulait faire de la politique dans la République. Ça c'était nouveau. Et donc, ceux-là aussi étaient extrêmement prudents pour ne pas semer la confusion dans l'appellation de la formation politique. Donc, «nouvelles équipes internationales». Théo Lefèvre disait un jour: «Les Français se battent avec leur drapeau dans leur poche», disait-il, parce qu'ils ne disaient pas «démocrate-chrétien». Chez nous, on disait social-chrétien, d'un côté, chrétien-populaire, de l'autre côté, mais enfin, sans problème, disons. On entendait aussi des voix qui défendaient la même thèse qu'en France, mais pas une majorité. Et donc, voilà, il fallait voir comment travailler. Et donc, dans cette Europe, on se voyait, on se parlait. Mais petit à petit, il était question d'organisation de cette Europe. Bon, on avait d'abord encore, souffrant encore des plaies de la guerre, je dirais, l'Union de paiements

européenne, on avait à un moment donné l'Union européenne de coopération économique et donc plusieurs pays en faisaient partie, etc., mais pas tous. Et alors, ceux qui n'en faisaient pas partie exigeaient qu'on parle de ces problèmes, qu'on débâte de la politique en leur présence, tous ensemble. Et ceux qui faisaient partie d'organisations, et ça devenait très dur avec la CECA, la Communauté pour le charbon et l'acier et la Communauté économique. Les Six à l'époque voulaient se voir, se parler, avoir des débats, des prises de position en fonction de cette structure et à l'intérieur de cette structure et ceux qui n'en faisaient pas partie exigeaient leur présence et qu'on entende leur voix et leur opinion. Et ça créait une tension entre membres de ces institutions et non-membres. Et finalement, l'idée: «Écoutez, nous devons avoir l'occasion de nous voir à six, sans les autres. Ce n'est pas un acte antipatriotique, je dirais, pour les autres, qu'on les excluait, mais nous devons prendre position lorsque les Six se voient. Par conséquent, nous devons avoir l'occasion entre nous de parler de l'avenir, de cette Europe: que voulons-nous et comment pouvons-nous nous entendre?»

Et c'est comme ça que l'idée d'un parti populaire européen a été acceptée. Encore plus, on se rendait compte que les partis politiques nationaux parlaient peu des questions européennes. Leurs congrès, on a vécu ça en Belgique, excellents congrès, grands orateurs, etc. Et puis, vers la fin, il y avait encore le dernier point à l'ordre du jour, c'était encore l'Europe. Eh bien, il était deux heures et chacun avait faim et voulait partir et entendre le président prononcer son discours d'adieu, enfin. Mais c'était la vérité, l'Europe c'était le dernier point et on n'avait jamais assez de temps pour en parler sérieusement. Et donc, on disait: «l'Europe ne se fera pas si on ne crée pas de partis européens». Et ces trois éléments ensemble ont fait qu'on a décidé de créer le Parti populaire européen.